



**ÉLECTIONS  
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE GRDF DU 1<sup>ER</sup> AU 9 FÉVRIER 2016**



# AMPLIFIEZ VOTRE VOIX!

Du 1<sup>er</sup> au **9** février, l'ensemble du Personnel du Service Commun ERDF-GRDF est appelé à voter pour élire ses Administrateurs Salariés au Conseil d'Administration de GRDF.

A l'aube d'une transformation fondamentale des activités de la Distribution, le Rôle de ces Administrateurs sera essentiel pour l'avenir du Service Public et celui des Agents. Parmi les candidats présentés par la FNME-CGT se trouve Thierry JOURNET, Agent et Militant à GRDF Rhône Alpes et Bourgogne. Nous l'avons rencontré pour vous.

**La CGT : Thierry, tu concilies depuis de nombreuses années responsabilités professionnelles et activités militantes CGT au sein des Institutions Représentatives du Personnel. Mais pour la première fois, tu te présentes comme Administrateur au C.A. de GRDF, un mandat spécifique. Quelles sont tes motivations?**

*Thierry JOURNET : Effectivement, cela fait maintenant 20 ans que je milite avec la CGT en parallèle de mon métier de Gazier. J'ai débuté par un mandat de secrétaire de CHSCT et découvert les valeurs démocratiques, cette chance que nous avons de pouvoir nous exprimer – à défaut de décider - dans notre entreprise. La Nation, après bien des luttes, a*



**Thierry JOURNET - 51 ans**  
**Fonction GRDF:** Animateur Sénior  
en Agence Réseaux Gaz (Nevers - 58)  
**Mandats CGT :** Elu CE GRDF RAB,  
Elu CCE de GRDF, Représentant la  
FNME-CGT au sein du Comité de  
Groupe France d'ENGIE.

*donné des outils aux Salariés, encore faut-il s'en servir ! Cela a été pour moi très enrichissant et motivant de garantir les intérêts des Agents dans beaucoup de domaines. Cela m'a convaincu d'agir pour défendre le Service Public, celui de l'intérêt général au juste coût. Je souhaite, avec ce mandat d'Administrateur Salarié, continuer de le porter avec les Agents, notamment en proposant ma connaissance du terrain afin d'aider les Administrateurs à prendre les bonnes décisions. Dans*

*la mesure où je devrais quitter tous mes autres mandats en IRP, je pourrais continuer d'exercer mon métier car j'ai la chance de travailler avec une très bonne équipe, compréhensive de surcroît, à Nevers.*

**La CGT : Justement, tu évoques le Service Public. Il apparaît de plus en plus clairement que ces termes ont des significations différenciées pour peu qu'ils soient prononcés par la Direction ou la CGT? Quel est ton point de vue?**

*T.J. : Oui, la Direction l'utilise car c'est porteur de valeurs encore reconnues, qui parlent aux Citoyens, aux Collectivités Locales, aux Agents. Elle devrait plutôt utiliser le terme « service au Public » sous l'angle fourniture de services.*

*Pour moi, le service Public, c'est vraiment agir POUR l'intérêt général, au service de nos Concitoyens, au meilleur coût pour les Usagers. Le Service Commun ERDF-GRDF avec la mixité était d'ailleurs un modèle du genre en termes d'optimisations. Au travers de mes fonctions d'Animateur et des mandats d'Elu du Personnel, j'ai pu me rendre compte du changement radical d'orientations : avant la Privatisation, c'était d'abord la sécurité, tout pour la sécurité et maintenant, c'est d'abord « résultats financiers » à tous les étages. Par exemple, on a pu observer une baisse de la qualité de certains matériels, mais aussi de notre capacité à intervenir dans les meilleurs délais avec la modification des ZEPIG, de notre action à promouvoir et accompagner l'usage du gaz par la réduction des forces commerciales.*

*Or, depuis le début des années 2000 - et la CGT et ses Elus y sont pour quelque chose - des actions importantes ont été mises en œuvre dans le domaine de la sécurité, notamment dans les processus d'Exploitation et la maintenance des ouvrages. Mais elles auraient été mises en œuvre dans un cadre bien plus favorable financièrement si nous étions restés une Entreprise Publique. Le développement des usages du gaz et du nombre d'Usagers en a fait les frais également alors que cette énergie, la moins carbonée, a toute sa place dans la transition énergétique. Il faut que des moyens financiers et humains plus importants soient dédiés pour entretenir et investir dans le réseau mais aussi placer cette énergie et développer son usage, notamment dans le bio-méthane de qualité, le carburant véhicule et pourquoi pas le*

GNL porté pour de nouvelles dessertes ! Cela rentre pleinement dans la proposition de la CGT de créer un pôle public de l'Energie. L'avenir du gaz ne peut pas se résumer qu'à des désengagements...

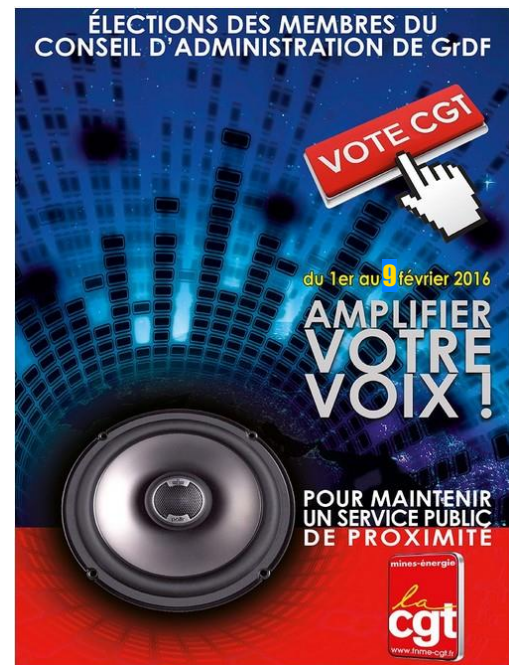
### **La CGT : On comprend que ces désengagements sont imposés à GRDF par la Maison-mère ENGIE, mais dans quel but?**

T.J. : Pour GDF SUEZ puis ENGIE, les Filiales, notamment dans le domaine régulé comme GRDF, doivent en priorité servir le résultat du Groupe et tenir les objectifs financiers, quelques soient les événements économiques. **C'est d'abord sur ces enjeux que les dirigeants et de facto, toute la ligne hiérarchique, sont appréciés, et c'est bien malheureux !**

En 2006, la CGT et le Personnel se sont battus jusqu'au bout pour empêcher la privatisation de Gaz de France et d'EDF, persuadés de ce que deviendrait le modèle de l'Entreprise. D'ailleurs, si GRDF n'est pas en mesure de remonter le cash imposé par le groupe, qu'à cela ne tienne, GRDF s'endette auprès de la maison mère s'il le faut – qui à la base est une... banque ! De plus, comme on est dans le domaine régulé, c'est du garanti pour le groupe et c'est bien pour cela que les négociations sur le tarif d'acheminement (ATRD 5) sont si difficiles avec la CRE.

### **La CGT : Mais c'est paradoxal, la FNME-CGT pointe tous ces millions confisqués des missions de Service Public, alors que les Agents qui ont participé aux Vœux de la Direction ont entendu que les Collectivités Locales avaient une excellente image de GRDF?**

T.J. : Les Collectivités Locales ont besoin d'un concessionnaire fiable et heureusement qu'en France, les réseaux gaz appartiennent aux communes qui ont donc un droit de regard. Le Compte Rendu Annuel de Concession (CRAC) est d'ailleurs un outil important pour apprécier l'efficacité de GRDF. Seulement, cela ne mesure qu'une partie des enjeux et la situation se dégrade, notamment dans les moyens que GRDF souhaite maintenir dans le cadre du projet de transformation et la baisse importante du nombre de ZEPIG annoncé d'ici 2018. **Par exemple, la Direction dit aux communes que le contrat de service public sera respecté tout en se gardant bien de préciser que pour certaines d'entre elles, les délais d'interventions seront fortement augmentés par l'éloignement des intervenants, y compris sur des communes importantes.** Autre exemple, suite à une dérive très significatives des conditions d'enregistrement de l'heure d'arrivée sur place en Intervention de Sécurité observée sur toute la France, la Direction, face à nos arguments, a bien été obligée de le reconnaître et a modifié l'application CIAM pour fiabiliser cet indicateur. La FNME CGT ne laissera pas la situation se dégrader et utilisera tous les moyens pour garantir un haut niveau de sécurité vis-à-vis de nos concitoyens. Dommage que les autres Organisations Syndicales ne nous suivent pas !



### **La CGT : Et le Personnel dans tout ça? On entend trop souvent la Direction s'en remettre à la Branche dès lors qu'est évoquée la question des garanties collectives et salariales? GRDF est-elle à ce point muselée?**

La direction sait parfaitement jouer sur tous les tableaux en opposant les demandes des Agents. Par exemple, plutôt que de moderniser leurs méthodes d'évaluation, GRDF comme ERDF s'en cantonne à la vieille recette M3E, alors qu'elle n'est pas reconnue par la Branche des IEG. Cela explique en partie le fossé qui s'est creusé entre les Métiers de la Distrib' et ceux des autres Entreprises. De la même manière la politique de mobilité n'est pas à la maille branche mais bien décidée par nos directeurs. **En réalité, le personnel est devenu l'une des principales variables d'ajustement des résultats de fin d'année.** La CGT revendique depuis longtemps que le taux d'avancements au choix soit identique pour tous les collègues. La CGT entame une négociation avec la Direction de la Compagnie Nationale du Rhône (ENGIE) sur cette question de justice sociale.



**En votant pour les candidats présentés par la CGT,  
+ DE VOIX, C'EST + DE DROITS !**